

CNAHES, 63 rue Croulebarbe, 75013 PARIS

Tél. : 06 72 60 79 34

e-mail : info@cnahes.org

site : CNAHES.org

la lettre

Numéro 22 - janvier 2006

ATS-FFTS-CFPS

Sous ce titre quelque peu cryptique, la lettre vous propose de participer au voyage de l'archiviste, de la découverte d'une association au classement de ses archives. On aurait pu titrer aussi "Visite d'un chantier d'archives".

La Confédération Française des Professions Sociales (CFPS), anciennement Fédération Française des Travailleurs Sociaux (FFTS) : association fédérant plusieurs autres associations du secteur sanitaire et social, créée dans les années 1950. Elle est l'héritière de l'Association des Travailleuses Sociales (ATS), fondée elle dans les années 1920. Quelques détails sur la vie de ces associations : l'ATS a favorisé la création de l'ANAS, la CFPS a édité un annuaire de l'ensemble des travailleurs sociaux dans les années 1950, etc. Voilà à peu près tout ce que je sais de l'histoire de la CFPS lorsque je démarre le classement de son fonds début 2005.

Le reste est à découvrir dans les archives : 15 mètres linéaires de comptes-rendus de réunions, mémoires d'études, programmes de colloques, tracts, coupures de presse, correspondance, registres, notes manuscrites plus ou moins regroupés dans des sous-chemises et enveloppes. Le fonds ayant connu une inondation, une partie des documents s'effrite sous les doigts, les agrafes sont si rouillées qu'elles tombent en miette au premier mouvement. L'ensemble se trouve dans des boîtes archives ou des cartons remplis à la hâte lors du dernier déménagement. Certains dossiers sont même partis se dissimuler entre les livres ou derrière les étagères...

Mission : « débroussailler » l'ensemble. Savoir ce qui existe et le classer avec comme but final de pouvoir éclairer l'histoire de l'association. Le secrétaire actuel de l'association et l'un des premiers militants actuellement vice-président (Georges-Michel Salomon) jouent le rôle de guides dans ce qui s'avère être un labyrinthe, tant l'association a fourmillé de projets depuis 80 ans.

Tout bon classement commence par un récolement, une sorte de liste qui recense toutes les boîtes et chemises avec un numéro, un intitulé et la mention des dates extrêmes pour chaque. Ce travail permet de savoir de façon précise ce que contient le fonds et de pouvoir retrouver rapidement les documents.

Mais, au-delà de cet aspect pratique, il permet surtout de s'imprégner du fonds, de retrouver la façon dont les anciens membres de l'association pensaient, s'organisaient, afin de respecter au mieux ce travail lors du classement final. Ainsi, en ouvrant un à un tous les dossiers, la vie passée de l'association resurgit peu à peu : le dossier « 1.5.1.10 » nous apprend ainsi

que la CFPS a créé une commission juridique sur le statut des travailleurs sociaux dans les années 1950, le « 2.5.5.3 » que l'ATS décernait annuellement un certain prix Anne Murray-Dike (mais qui est-elle ? et pourquoi un prix porte son nom ?) et le « 3.4.15 » que Le Haut Comité de la République Française en Allemagne a demandé à la CFPS d'organiser une rencontre entre des travailleurs sociaux Français et Allemands à Berlin du 29 mai au 9 juin 1952, etc.

C'est ainsi que certains projets oubliés remontent à la surface comme ce recensement général des travailleuses sociales mené en pleine Seconde Guerre Mondiale. L'association a conservé l'ensemble des réponses sous forme de fiches mentionnant les noms, prénoms ainsi que les parcours de ces professionnelles : source sans doute irremplaçable pour l'époque. D'autres projets, plus connus, sont décevants au niveau archivistique : ainsi, le récolement identifie un seul dossier concernant la conception de l'annuaire unique des travailleurs sociaux. Preuve encore, s'il en était besoin, qu'une simple inondation peut avoir raison d'une partie d'histoire.

●●●

Le site nouveau arrive...

A vos tablettes

Le site Internet du CNAHES rénové sera en ligne début février

Fourmillant d'informations sur notre association et les fonds conservés, il nous permettra aussi de vous tenir au courant de nos activités et vous réservera, nous l'espérons, quelques bonnes surprises.

L'adresse n'ayant pas changé, nous vous donnons bientôt rendez-vous sur <http://www.cnahes.org>

Sous le titre

Pratiques professionnelles et transmission en Rhône-Alpes - Années 1950-1960

les actes de la journée d'étude du 4 novembre 2004 à Bron ont été publiés. Outre les témoignages des acteurs de l'époque, on y trouvera les interventions et débats qui ont ponctué la journée.

Une co-édition du CNAHES et du CREA Rhône-Alpes, 67 pages grand format, 10 euros.

S'adresser à Jean Royer, Villa d'Or, 50 rue de la Marne, 69500 BRON

En parallèle de ces découvertes, des liens apparaissent entre les documents : le dossier « 2.6.2 » correspond ainsi au « 4.4.1 » qui est lui-même le complément du « 7.6.3.1 », etc. A partir de là, le plan de classement se construit : je mets assez classiquement tout ce qui concerne le fonctionnement d'un côté (constitution, réunions, adhérents, trésorerie...), les activités de l'autre (groupes de recherche, relations extérieures, publications, journées d'études...).

Certains documents trouvent facilement leur place, comme les statuts ou les demandes de subventions, mais d'autres restent plus mystérieux - et ce sont eux qui apportent un aspect d'enquêteur à l'archiviste - : qu'est-ce que cette association « IITS » créée en 1961 ? Que viennent faire des mémoires d'élèves des années 1930 de l'Ecole de service social de Lille ?

A force de croiser les informations et en m'appuyant sur la mémoire de Georges-Michel Salomon, l'histoire se fait encore plus précise, les détails « entrent dans le rang » : l'IITS est ainsi l'Institut International de Travail Social créé par la CFPS afin de former des animateurs sociaux venus du « Tiers-Monde » tandis que les mémoires appartiennent à un ensemble de documents collectés dans le cadre d'une recherche sur l'histoire du service social menée dans les années 1970-1980. En contrepartie de ces réponses vécues comme des victoires, certains documents préfèrent garder leur secret : il a ainsi été impossible d'expliquer la présence de la carte d'une jeune fille volontaire de la Croix Rouge en 1946 au fond du carton « 2.5.7 »...

Au final, l'histoire de l'association apparaît plus clairement et est évidemment bien moins linéaire que prévue : un nombre impressionnant de projets, d'idées, de nombreuses associations parallèles créées pour trouver des fonds et/ou développer l'activité, des carrefours sociaux, vus comme des lieux d'échanges, plusieurs publications déclarées en préfecture, etc. Derrière tous les détails de cette intense activité, de cette volonté d'être reconnu et représenté au niveau national, il y a un seul but qui traverse toutes les périodes : fédérer l'ensemble des professions sociales - but qui apparaît aujourd'hui comme un douce utopie et qui transparaît étonnamment dans l'inventaire final.

Le classement d'un fonds vise donc bien sûr à la remise en ordre de documents afin de les mettre à disposition des lecteurs futurs mais il est aussi la reconstruction par petites touches patientes de l'histoire d'une structure, il permet une sorte de bilan, de retour sur soi. Ici, j'ai pu retrouver des événements, des dates, une chronologie. Aux historiens désormais de se saisir de ces documents pour leur donner un sens.

Agnès Seguin

Nouvelles des régions

Bourgogne - Sur la sollicitation des professionnels nous avons organisé une journée d'étude qui s'est déroulée le 15 décembre 2005 à l'IRTESS à DIJON.

Elle a eu pour thème: **Les dossiers des usagers Constitution, usage et conservation.**

Les points de vue du juriste, des archivistes (archives départementales 21 et 71, Justice), de l'historien ont permis de poser le problème de l'existence du dossier et de présenter le début des travaux du groupe concernant l'élaboration d'un Mémento sorte de guide pour la constitution, l'usage du dossier de l'utilisateur, en vue de son archivage direct ensuite en fin de mesure. Une bonne participation à la journée et un intérêt pour le sujet sont encourageants.

Notez bien un autre rendez-vous en Bourgogne :
l'Assemblée générale du CNAHES et la journée d'étude sur l'histoire des formations les 28 et 29 juin 2006.

Gisèle Daclin

Ile-de-France - Date à réserver : le CNAHES Ile-de-France et Buc-Ressources organisent un après-midi de sensibilisation aux archives du secteur de l'Education spécialisée le 16 mai 2006 de 13h.45 à 16h.30 à l'école de Buc-Ressources, 1 bis rue Louis Massotte à Buc (près de Versailles). Ce temps d'information s'adresse en particulier au personnel des établissements, des services et des écoles ainsi qu'aux étudiants.

Rappelons que la cotisation annuelle pour 2006 est fixée à (c'est un montant minimum) 20 euros pour les personnes physiques, 65 euros pour les personnes morales et 8 euros pour les étudiants.

Plus que jamais, les ressources apportées par les adhérents sont vitales pour l'association.

Chèques à l'ordre du CNAHES à adresser au trésorier Roger Hueso, 5 bis rue de la Minière, 91410 DOURDAN

Parlez moi d'elles

*Denn das Naturell der Frauen
Ist so nah mit Kunst verwandt..*

Car la nature des femmes
Est proche parente de l'art

Goethe

Les archives parlent peu des personnels des services généraux des internats. Pour conserver le vécu tel qu'il nous est encore accessible, j'ai donc consulté la mémoire des hommes pour vous entretenir des dames lingères qui ont œuvré bon an mal an, depuis plus d'un demi siècle, dans les coulisses du Centre d'Observation pour garçons le Château d'Angleterre à Bischheim (Alsace).

Marie Thérèse Grasser a occupé le premier poste de lingère en 1949, Maria Weiss lui a succédé en 1953. A partir de 1957, Léonie Diebold, née au début du XXe siècle, "pantalonnaire" de métier, "officiait" à la lingerie alors installée au 3e étage du pavillon est (la petite orangerie). Cette maîtresse femme au charisme incontestable a mis beaucoup d'énergie au service de "ses garçons" tout en ajoutant cette parcelle d'humanité et de générosité maternelle. La tradition raconte qu'avec trois pantalons usés, elle en confectionnait un neuf. Les restes d'étoffe servaient au raccommodage, rien ne se perdait en cette période d'après guerre. Certains soirs, après 19h00, des jeunes éducateurs (Maurice Goerg, Joseph Hurstel, Jean Rémy Butterlin ...) logeant sur le même étage l'aidaient à repriser les chaussettes des garçons. Léonie Diebold résidait à Hoenheim, elle se déplaçait en mobylette par tous les temps. Elle travaillait du lundi au vendredi de 9h00 à midi et de 13h30 à 17h00, le samedi de 9h00 à 17h00. En 1961 elle a été embauchée au Foyer Oberholz à Bouxwiller.

A cette époque après les formalités administratives, le nouveau pensionnaire accompagné de l'éducateur confiait ses vêtements personnels à la lingère qui lui remettait un "trousseau maison" marqué d'un numéro : vêtements, literie, couvert, gobeleet, serviette de table, vêtements de travail et chaussures. Les vêtements personnels une fois lavés et contrôlés étaient rangés au "vestiaire", une pièce spécialement aménagée. Le jeune les mettait uniquement le dimanche de sortie, une fois par mois, et après trois mois de présence au centre. Ces années là, les pensionnaires portaient obligatoirement les habits du centre, marquant ainsi l'appartenance à l'institution, pantalon de golf et chaussures montantes en hiver, shorts et sandales en été. Seuls les garçons du Foyer étaient autorisés à utiliser un trousseau personnel dont les effets étaient marqués à leurs initiales.

Un éducateur assistait la lingère dans l'opération du changement de linge le samedi après le déjeuner, il contrôlait et enregistrerait les effets remis et reçus. Gare aux pertes de vêtements ! Inutile d'insister sur l'ambiance animée qui régnait devant la lingère Le lundi matin, les balluchons de linge sale étaient acheminés au Foyer Marie Madeleine à Illkirch Graffenstaden qui se chargeait du lavage et du repassage. Le linge propre était vérifié et raccommode au retour.

Les garçons affectés au service de la cuisine échangeaient quotidiennement les torchons, les tenues de travail et le samedi les nappes et serviettes de table à la lingère (à cette époque les jeunes prenaient leurs repas sur des tables parées de nappes en tissus et ils utilisaient des serviettes). Ce fut là une occasion de contacts plus personnels avec la lingère.

Anne Rosseutsch a occupé le poste de 1963 jusqu'à son départ à la retraite en 1976. Les adolescents alors âgés de 16 à 20 ans l'aimaient et la considéraient comme une mère. Certains "montaient à la lingère" pour un pantalon à repasser, un bouton à recoudre, un vêtement déchiré à échanger, ou pour simplement se confier sans être jugé, ni être entendu. "Jamais il n'y a eu des mots déplacés à mon égard, j'ai gardé un bon souvenir de cette époque Je les aimais bien les garçons, souvent ils prétextaient un vêtement pour me parler et me confier leurs petites misères, toutes ces choses qui s'étaient amoncées dans leur âme, ces histoires de gosses à vous mettre la tête à l'envers"(1).

Les éducateurs l'intervenaient volontiers avant les réunions de présynthèse et de synthèse. Elle avait des vues tout à fait pertinentes et une connaissance toute intuitive du versant éclairé de la vie des jeunes. Sous son franc-parler rayonnait respect et bonté. Quelquefois, les garçons l'invitaient à déjeuner.

Puis on changeait de linge de corps plusieurs fois par semaine, un lave linge et une deuxième machine à coudre étaient acquis. Anne Marie Kuntz, assistante d'Anne Rosseutsch de 1962 à 1973, s'occupait plus particulièrement du linge personnel des garçons du Foyer qui avaient une occupation extérieure.

Dans les années 1970 les méthodes éducatives évoluaient, le centre s'ouvrait davantage, les garçons rentraient plus régulièrement dans leur famille, le changement de linge se faisait alors le samedi matin.

Jeanne Schalck, dynamique, gaie savait faire bénéficier les garçons de sa sagesse de mère de famille jusqu'en 1989. A partir de 1973, les jeunes passaient un week-end par mois dans leur famille. En 1978, le Centre d'Observation pour Garçons devenait Centre d'Orientation et de Traitement, le retour en famille tous les week-ends devenait la règle et quelques années plus tard, les jeunes quittaient le centre vendredi après midi. La lingère va s'adapter.

Un prestataire de blanchisserie extérieure prenait le relais du Foyer Marie Madeleine en 1975. Le vestiaire des effets personnels des garçons était supprimé, la lingère agrandie et les dortoirs équipés d'armoires individuelles. Le jeune disposait alors librement de ses vêtements personnels mais ils étaient lavés et raccommodes au centre. Après le départ de Denise Debra en poste de 1974 à 2000, le service a été équipé de plusieurs lave-linge et sèche linge.

Chantal Anonime, toujours prête à rendre service avec amabilité, préside actuellement au fonctionnement de la lingère et de la buanderie installées au rez-de-chaussée du bâtiment annexe de "la ferme". En maîtresse de maison, elle s'occupe du lavage, raccommode et repassage. Si de nombreux jeunes font entretenir leur trousseau par la famille, d'autres qui n'ont pas cette chance bénéficient de la prestation de la lingère.

La femme a toujours été présente au centre, assistante sociale, secrétaire, lingère, femme du directeur faisant fonction d'assistante sociale et d'infirmière, et plus tard à partir de 1973 des dames de service, femme psychologue (1975) et cuisinière (1989). La première éducatrice a fait irruption en 1981.

De mon temps la lingère était presque la première et la dernière personne du centre que le jeune rencontrait. Présente tous les jours, elle offrait une qualité de vécu de l'instant tout à fait à part, elle savait se faire accepter et respecter et donner de son temps aux jeunes. Comme tous les autres personnels, elle participait aux réunions et joies du centre. Pour les adolescents elle représentait une forme d'autorité mais aussi celle de la bonne mère (alma mater), voire la grand'mère qui avait des choses à dire. Impregnée d'écoutes, d'échanges et de compréhension, elle était reconnue un peu comme une mère idéalisée et redoutée.

Si la teneur du crépuscule pouvait réunir sous les tilleuls amples, les garçons qui ont bénéficié de la tendresse, de la générosité de ces dames, ils nous diraient les qualités humaines dont elles ont su les faire bénéficier.

Anne Rosseutsch était une de ces lingères remarquables de par sa valeur humaine et son engagement vis-à-vis des enfants. Combien de confidences n'a-t-elle pas recueillies ? Par son bon sens et ses valeurs personnelles, elle a été utile aux garçons et à l'équipe éducative sans pour cela oublier la tâche pour laquelle elle avait été recrutée. A 88 ans, elle se souvient : "Il est vrai certains garçons n'étaient pas toujours commodes, mais si vous croyez mon expérience de grand'mère et d'arrière grand'mère, je crois que la jeunesse d'aujourd'hui est prophétique parce qu'elle dit ce qui sera et avec elle il faut engager un monde nouveau sans détruire ce que nous avons fait"(1).

« Les châteaux du social »

Vaucresson, novembre 2005

Du 24 au 26 novembre 2005 s'est tenu, au CNFE-PJJ de Vaucresson, le colloque « Les châteaux du social », à l'initiative de chercheurs réunis par le Laboratoire des sciences de l'éducation (Université de Paris VIII) et le Centre d'histoire sociale du XXème siècle (Université de Paris-I).

Son objectif était d'examiner de divers points de vue, ceux de chercheurs comme ceux d'acteurs, et sous différents angles disciplinaires, un phénomène de grande ampleur : l'affectation, aux XIXème et XXème siècles, de châteaux du parc immobilier patrimonial français à des usages sociaux pour lesquels ils n'avaient, de toute évidence, pas été bâtis.

En effet, durant cette période, des organismes de colonies de vacances, des centres de soins et de cures, des associations à but éducatif ou rééducatif, des comités d'entreprises, des syndicats, etc., etc., sont venus nicher leurs activités dans des demeures originellement destinées à abriter des familles aristocratiques ou bourgeoises et leurs pratiques de distinction.

Comment en est-on arrivé là ? Par quels mécanismes de transmission, volontaire ou contrainte, ces biens familiaux devenus désuets, ingérables, voire quasi-vacants sont-ils tombés dans le giron de collectivités à finalité sociale ? Quels effets cette entrée dans les lieux d'un pouvoir économique, symbolique et social déclinant a-t-elle pu avoir sur leurs nouveaux occupants (enfants, éducateurs, militants, gestionnaires du social) ? Telles sont quelques unes des questions centrales auxquelles les participants au colloque étaient invités à réfléchir et à répondre.

Grâce à un dispositif de travail qui s'est avéré très opérant, ce phénomène de « castellisation » du social a pu être mieux cerné et des explications ont commencé à se dessiner. Communications d'historiens, de sociologues, de conservateurs du patrimoine, d'acteurs et de témoins, prononcées sur un mode tantôt magistral, tantôt interactif (voir le programme du colloque), discussions impliquant l'auditoire, témoignages apportés in situ, exposition, repas pris en commun au cours des trois journées, synthèses éclairantes, ont constitué les différents temps et modalités d'une production et d'un partage de connaissances originaux. En effet, le colloque « Les châteaux du social » a permis un réel travail collectif, plutôt que d'être, comme trop souvent, une simple litanie de communications que l'on a aussi bien fait de lire lors de leur publication que de venir écouter sur un mode quelque peu mortifère.

Cette dynamique d'un colloque vivant et, somme toute, peu conventionnel, n'est pas due qu'au dispositif imaginé par les organisateurs. Elle a tenu aussi, évidemment, aux participants (une soixantaine en permanence), divers dans leurs personnalités, leurs compétences et leurs expériences personnelles. Elle est aussi à mettre au compte du lieu, le Centre de Vaucresson. Sa localisation, son cadre, sa fonction sont, en quelque sorte, entrés en résonance avec l'objet du colloque et ont constitué autant de conditions propices à la concentration de ses participants.

De la connaissance générée par ce colloque, nous ne dirons rien pour l'instant. Cela excéderait les limites de ce « billet d'humeur » tant son contenu a été riche et varié. On pourra juger sur pièce, lorsque seront publiés les résultats du colloque, plutôt que de se fier aux impressions de l'observateur-acteur que nous fûmes. Une remarque, cependant, qui touche à l'historicité du phénomène étudié. Tout d'abord : l'affiche disait « les châteaux du social, XIXè et XXè siècles ». Sous cet angle, le contrat ne nous paraît pas avoir été rempli. C'est en fait du vingtième siècle dont il a été presque exclusivement question, et l'interrogation reste entière pour le siècle précédent. Par ailleurs, le colloque aurait gagné à un programme constitué de séquences plus restreintes et plus homogènes au plan de la temporalité historique. Le phénomène des châteaux du social s'apprécie en effet différemment suivant l'époque où il se produit. Ainsi, par exemple, comme il est apparu à travers plusieurs communications, la période de la deuxième guerre mondiale et de la Libération constitue un moment où la transmission/réaffectation des châteaux est conditionnée par un contexte spécifique qui pèse d'une manière spéciale sur ce parc immobilier et ses propriétaires. Cette transmission ne se déroule pas et n'a pas les mêmes enjeux que dans les années 1920. Saisir plus finement le phénomène aurait supposé de rapprocher des cas historiquement mieux comparables.

Par cette remarque terminale, nous entendons aussi suggérer que le colloque appelle une suite, par exemple sous forme de journées d'étude mieux ciblées qui complèteraient et préciseraient le panorama esquissé à Vaucresson.

Antoine Savoye
Université de Paris-VIII

*Et avec nos meilleurs vœux à tous et à toutes,
pour une bonne et historique année 2006*